



HAL
open science

Pourquoi les jeunes s'engagent-ils politiquement ? Une analyse comparative en Argentine, au Chili et en Uruguay

Camila Carvalho

► **To cite this version:**

Camila Carvalho. Pourquoi les jeunes s'engagent-ils politiquement ? Une analyse comparative en Argentine, au Chili et en Uruguay. Olivier Dabène (dir.). Amérique latine. L'Année politique 2021, Les Etudes du CERI n°259-260, , pp.108-122, 2022, <10.25647/etudesduceri.259-260.17>. <hal-03676829>

HAL Id: hal-03676829

<https://sciencespo.hal.science/hal-03676829v1>

Submitted on 10 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Pourquoi les jeunes s'engagent-ils politiquement ?

Une analyse comparative en Argentine, au Chili et en Uruguay

par Camila Carvallo

Le cône Sud désigne la zone la plus australe du continent sud-américain. Il forme un grand triangle et se compose de trois pays : l'Argentine, le Chili et l'Uruguay. Au-delà de leur position géographique, ces trois pays partagent une histoire commune dans laquelle la jeunesse a joué un rôle de premier plan¹. Cependant, on y observe aujourd'hui le même désengagement politique des jeunes que dans d'autres pays du monde². Dans cette étude, nous nous intéressons ainsi aux ressorts de l'engagement politique parmi ceux qu'on appelle les « jeunes », des citoyens âgés de 18 à 29 ans.

La littérature relative à l'engagement politique des jeunes révèle deux points de vue très différents. Certains chercheurs suggèrent que la jeunesse actuelle est apathique et que les jeunes sont de moins en moins intéressés à participer politiquement³, tandis que d'autres considèrent que les jeunes sont à l'origine des grands changements sociaux et politiques actuels⁴. De fait, les jeunes s'engagent politiquement, mais dans des dispositifs non conventionnels de participation politique, comme les boycotts⁵. Cette recherche s'inscrit ainsi dans la réflexion actuelle sur la manière dont les jeunes s'engagent politiquement et les raisons pour lesquelles ils le font (ou non) à travers différents dispositifs de participation politique dans le cône Sud.

Nous nous intéressons particulièrement aux jeunes âgés de 18 à 29 ans, car la littérature a montré que les individus de cette tranche d'âge ont un comportement politique différent de celui des autres tranches d'âge⁶. De même, le comportement politique des jeunes d'aujourd'hui a changé par rapport à celui des jeunes des années 1990⁷. Ils se tournent vers d'autres dispositifs de participation politique que les personnes de plus de 30 ans⁸.

La participation politique est l'une des bases de la démocratie⁹. Or, la littérature montre que les habitudes et les attitudes politiques en général restent stables au cours de la vie d'un individu¹⁰. Des jeunes non engagés ont donc de fortes chances de devenir des adultes non

¹ R. Porrini, *Movimientos sociales*, IMPO, Centro de Información Oficial, Montevideo, 2014.

² A. Joignant, M. Morales, C. Fuentes (dir.), *Malaise in Representation in Latin American Countries*, New York, Palgrave Macmillan, 2017.

³ C. Saunders, « Anti-politics in action ? Measurement dilemmas in the study of unconventional political participation », *Political Research Quarterly*, Vol. 67, n° 3, 2014, pp. 574-588.

⁴ D. Miranda, J. C. Castillo, A. Sandoval-Hernandez, « Young citizens participation », *Youth & Society*, Vol. 52, n° 2, 2020, pp. 251-271.

⁵ M. Nygård, P. Söderberg, P. Nyman-Kurkiala, « Patterns and drivers of political participation among ninth-graders : Evidence from a Finnish Regional Survey », *Young*, Vol. 24, n° 2, 2015, pp. 118-138.

⁶ S. Brussino, H. Rabbia, P. Sorribas, « Perfiles sociocognitivos de la participación política de los jóvenes », *Interamerican Journal of Psychology*, Vol. 43, n° 2, 2009, pp. 279-287.

⁷ M. M. Quiroga, « Identificación partidaria y crisis de representación. América Latina en perspectiva comparada », *Revista de ciencias sociales*, Vol. 17, n° 4, 2011, pp. 583-597.

⁸ M. Nygård, P. Söderberg, P. P. Nyman-Kurkiala, « Patterns and drivers of political participation among ninth-graders... », art. cité.

⁹ N. Schifano, *Crises politiques et démocratie en Belgique*, Paris, L'Harmattan, 2003.

¹⁰ J. Šerek, T. Umemura, « Changes in late adolescents' voting intentions during the election campaign : Disentangling the effects of political communication with parents, peers and media », *European Journal of Communication*, Vol. 30, n° 3, 2015, pp. 285-300.

engagés, affaiblissant considérablement la démocratie sur le long terme. L'insurrection chilienne de 2019 atteste de l'importance de la recherche sur le comportement politique et le soutien des citoyens à la démocratie¹¹. Cette étude est pluridisciplinaire : si la science politique constitue son cadre théorique principal, nous empruntons également à la sociologie et à la psychologie sociale et politique¹².

Nous avons choisi le cône Sud car les trois pays ont connu un rétablissement de la démocratie entre 1980 et 1990, après une période de dictature militaire. Ce contexte historique nous permet d'évaluer la pertinence des modèles explicatifs de l'engagement politique pour comprendre celui des jeunes, particulièrement dans un contexte de démocraties rétablies. Ces pays présentent par ailleurs un niveau d'institutionnalisation très différent : plus élevé en Uruguay, moins élevé au Chili et encore moins en Argentine¹³. Cela en fait des cas diversifiés, mais suffisamment comparables pour étudier l'engagement politique des jeunes.

Pour ce faire, nous avons mené cent six entretiens semi-directifs avec des jeunes dans les trois pays (quarante et un en Argentine, trente-quatre au Chili et trente et un en Uruguay), entre le 6 juin et le 20 septembre 2018. Nous les avons ensuite exploités grâce à une analyse thématique¹⁴ qui nous a permis d'identifier les motivations liées au caractère symbolique que l'engagement et la citoyenneté peuvent revêtir pour ces jeunes.

Après une brève description des modèles explicatifs de l'engagement politique, nous replacerons notre recherche dans le contexte du cône Sud et nous poursuivrons par une discussion sur les profils des jeunes et leurs motivations à s'engager à travers différents dispositifs de participation politique.

Pourquoi s'engager politiquement ?

L'engagement politique et la participation politique sont des concepts liés. Le premier renvoie à la disposition générale d'un individu à participer à des activités citoyennes, relatives aux pouvoirs et à l'action publics, à la vie de la cité, en opposition au non-engagement politique ou à l'apathie politique¹⁵. Agir en politique exige un certain degré d'engagement et celui-ci se traduit en participation politique¹⁶. L'engagement politique est un phénomène social plus large que la participation électorale ou l'engagement dans un parti politique. La participation politique est aussi fonction du temps et du contexte¹⁷. Nous mobilisons la notion de « dispositifs

¹¹ A. Franssen, « Chili : L'insurrection venue », *Le regard du CETRI*, février 2020 (www.cetri.be/Chili-l-insurrection-venue?lang=fr).

¹² N. Schiffino, L. Taskin, C. Donis, J. Raone, *Crises et risques sociétaux. Quelles logiques d'apprentissage dans les organisations politiques ?*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2015.

¹³ S. Mainwaring, T. R. Scully, *Building Democratic Institutions : Party Systems in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, 1995.

¹⁴ P. Paillé, A. Mucchielli, *L'Analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 2016.

¹⁵ R. P. Adler, J. Goggin, « What do we mean by "civic engagement" ? », *Journal of Transformative Education*, Vol. 3, n° 3, 2005, pp. 236-253.

¹⁶ P. Dahlgren, *Media and Political Engagement : Citizens, Communication, and Democracy*, New York, Cambridge University Press, 2009.

¹⁷ Y. Theocharis, J. W. van Deth, *Political Participation in a Changing World*, New York, Londres, Routledge, 2017.

de participation politique » qui est de plus en plus utilisée en sciences politiques pour désigner tout moyen qui permet de « faire évoluer les règles de fonctionnement d'un sous-système »¹⁸.

La motivation est ce qui dynamise le comportement d'un individu ou ce qui l'incite à agir d'une manière spécifique¹⁹. Elle peut être intrinsèque (inhérente à la personne ou à la tâche) ou extrinsèque (extérieure à la personne ou à l'objet considéré)²⁰. L'engagement des individus répond à des motivations intrinsèques indifférentes à ses conséquences et/ou à des motivations extrinsèques en vue d'obtenir un certain résultat²¹. Les motivations sont donc fonction du contexte, mais aussi de la représentation symbolique de la citoyenneté de chaque individu. La littérature identifie ainsi différents types de motivations susceptibles d'expliquer l'engagement politique²². Certaines recherches s'intéressent aux caractéristiques des individus, et notamment aux facteurs cognitivo-affectifs, d'autres aux caractéristiques contextuelles-institutionnelles²³. Ainsi, certains auteurs observent que l'engagement des citoyens dans différents dispositifs de participation politique dépend de leurs valeurs et de leur relation au pouvoir²⁴. D'autres estiment qu'il est fonction du contexte comme la culture politique et institutionnelle du pays, le fonctionnement de la démocratie et d'autres facteurs politico-institutionnels²⁵. Les recherches les plus récentes ont montré qu'il résulte de la combinaison des facteurs cognitivo-affectifs et des facteurs contextuels-institutionnels²⁶.

Nous nous intéressons ici aux motivations relatives à ce que nous appelons les « significations de la citoyenneté », c'est-à-dire la représentation symbolique qu'ont les individus de la citoyenneté²⁷. La manière dont les individus appréhendent la citoyenneté et les normes citoyennes et envisagent leur soutien à la démocratie peut expliquer leur engagement à travers différents dispositifs de participation politique²⁸. Il est possible d'opérer une distinction entre la définition formelle de la citoyenneté et la capacité à l'exercer, ce qui permet d'élargir

¹⁸ G. Gourgues, « Des dispositifs participatifs aux politiques de la participation. L'exemple des conseils régionaux français », *Participations*, Vol. 2, n° 1, 2012, p. 38.

¹⁹ M. Dayé, « Volunteering at the extensive margin : Intrinsic or extrinsic motive ? », *Annals of Economics and Statistics*, n° 131, 2018, pp. 117-136.

²⁰ A. O. Hayenga, J. H. Corpus, « Profiles of intrinsic and extrinsic motivations : A person-centered approach to motivation and achievement in middle school », *Motivation and Emotion*, Vol. 34, n° 4, 2010, pp. 371-383.

²¹ B. D. Rockafellow, K. K. Saules, « Substance use by college students : The role of intrinsic versus extrinsic motivation for athletic involvement », *Psychology of Addictive Behaviors*, Vol. 20, n° 3, 2006, pp. 279-287.

²² A. O. Hayenga, J. H. Corpus, « Profiles of intrinsic and extrinsic motivations... », art. cité ; T. R. Tyler, « Motivational models », in *Why People Cooperate : The Role of Social Motivations*, Oxford, Princeton University Press, 2011, pp. 27-48.

²³ S. Verba, N. H. Nie, *Participation in America : Political Democracy and Social Equality*, New York, Harper & Row, 1972.

²⁴ M. Vecchione et al., « Personal values and political activism : A cross-national study », *British Journal of Psychology*, Vol. 106, n° 1, 2015, pp. 84-106.

²⁵ P. Valdivieso, « Capital social y participación una perspectiva desde el Cono Sur de América : Porto Alegre, Montevideo y Santiago de Chile », *Opinión Pública*, Vol. 18, n° 1, 2012, pp. 129-153.

²⁶ J. C. Becker, N. Tausch, « A dynamic model of engagement in normative and non-normative collective action : Psychological antecedents, consequences, and barriers », *European Review of Social Psychology*, Vol. 26, n° 1, 2015, pp. 43-92.

²⁷ K. Thorson, « What does it mean to be a good citizen ? Citizenship vocabularies as resources for action », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 644, n° 1, 2012, pp. 70-85.

²⁸ R. Gunther, J. R. Montero, H. J. Puhle (dir.), *Democracy, Intermediation, and Voting on Four Continents*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

la réflexion aux questions relatives à l'appartenance, à l'égalité, à la responsabilité et à la participation²⁹. Les définitions de la citoyenneté sont multiples et il n'y a pas une seule manière de concevoir les significations de la citoyenneté³⁰.

La littérature à ce sujet s'est surtout enrichie à partir des modèles de Pippa Norris³¹ et Russell Dalton³². Ces deux chercheurs se sont intéressés à l'effet des différentes significations de la citoyenneté sur le comportement politique. Un des prismes les plus courants pour les décrire est la manière dont les individus perçoivent les normes. Russell Dalton montre que ces derniers sont guidés par différentes normes citoyennes : les « citoyens basés sur le devoir faire » s'engagent dans des dispositifs conventionnels de participation politique, tandis que les « citoyens engagés » sont plutôt animés par les valeurs démocratiques et se tournent vers des dispositifs non conventionnels³³. Les significations de la citoyenneté résultent de la compréhension qu'ont les individus de la démocratie, et le non-engagement politique est lié à un faible soutien de la démocratie³⁴. Le modèle de Norris se fonde sur le concept de soutien politique de David Easton³⁵, basé sur différents niveaux de légitimité qui incluent le sentiment d'appartenance à la communauté nationale, le soutien aux principes généraux du régime (dont les valeurs démocratiques), l'évaluation de la mise en œuvre de la démocratie et la confiance des citoyens envers les institutions et les autorités publiques³⁶.

Une partie de la littérature s'intéresse également aux citoyens non engagés politiquement ; des citoyens qui ne participent pas à la vie politique car ils ne pensent pas avoir la responsabilité et la capacité de changer le système, même s'ils s'intéressent à la politique et restent « alertes »³⁷. Alfredo Joignant, Mauricio Morales et Claudio Fuentes ont ainsi réalisé une analyse quantitative en Argentine, au Chili et en Uruguay sur les « attitudes citoyennes » (désapprobation du président, méfiance envers le gouvernement et sentiment de ne pas être représenté) et définissent quatre groupes de citoyens : « les satisfaits », « les ennuyés », « les fâchés » et « les défiants ». Ils dénombrent en Uruguay une majorité de citoyens « satisfaits » et « ennuyés » et en Argentine et au Chili, une majorité de citoyens « fâchés » et « défiants »³⁸.

²⁹ T. Hall, A. Coffey, H. Williamson, « Self, space and place : Youth identities and citizenship », *British Journal of Sociology of Education*, Vol. 20, n° 4, 1999, pp. 501-513.

³⁰ R. J. Dalton, *The Good Citizen. How Younger Generation is Reshaping American Politics*, Washington, CQ Press, 2016.

³¹ P. Norris, *Critical Citizens*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

³² R. J. Dalton, « Citizenship norms and the expansion of political participation », *Political Studies*, Vol. 56, n° 1, 2008, pp. 76-98.

³³ *Ibid.*

³⁴ M. van Wessel, « Citizens as sense-makers : Towards a deeper appreciation of citizens' understandings of democratic politics », *Political Studies*, Vol. 65, n°1 (suppl.), 2017, pp. 127-145.

³⁵ D. Easton, « A re-assessment of the concept of political support », *British Journal of Political Science*, Vol. 5, n° 4, 1975, pp. 435-457.

³⁶ P. Norris, *Critical Citizens*, *op. cit.*

³⁷ M. Sveningsson, « "I wouldn't have what it takes" : Young Swedes' understandings of political participation », *Young*, Vol. 24, n° 2, 2015, pp. 139-156.

³⁸ A. Joignant, M. Morales, C. Fuentes (dir.), *Malaise in Representation in Latin American Countries*, *op. cit.*

L'engagement politique des jeunes en Argentine, au Chili et en Uruguay

L'Argentine est une république fédérale qui se caractérise par une certaine décentralisation du pouvoir³⁹ et a été marquée tout au long de son histoire par des périodes d'instabilité politique et économique⁴⁰. Le Chili est un Etat unitaire au pouvoir fortement centralisé⁴¹ et se distingue par son modèle économique néolibéral hérité de la dictature⁴². Enfin, l'Uruguay est également un Etat unitaire et une démocratie mixte ou semi-représentative qui offre plusieurs mécanismes de participation directe de la population⁴³. Il a la plus longue tradition démocratique de toute la région⁴⁴.

Les trois pays présentent des niveaux d'institutionnalisation différents. Celui de l'Argentine est souvent perçu comme faible, surtout en comparaison d'autres pays de la région⁴⁵. Les partis politiques procèdent à des alliances croisées au niveau provincial, mais également national. Le pouvoir est surtout entre les mains des dirigeants locaux qui contrôlent le parti dans leurs communes⁴⁶. Le degré de bureaucratisation du pays est moindre qu'au Chili⁴⁷. L'Uruguay, au contraire, est reconnu pour le haut niveau d'institutionnalisation de son système politique⁴⁸. Les partis politiques et les coalitions sont stables dans le temps⁴⁹. Sur cette échelle du niveau d'institutionnalisation, le Chili est beaucoup plus près de l'Uruguay que de l'Argentine⁵⁰. Le système de partis politiques y est plutôt stable, avec l'apparition de nouveaux partis politiques ces dernières années⁵¹. Le degré d'institutionnalisation est un élément de différenciation relevé par les jeunes interviewés dans le cadre de cette étude.

³⁹ M. Tommasi, S. Saiegh, P. Sanguinetti, « Fiscal federalism in Argentina : Policies, politics, and institutional reform », *Economía*, Vol. 1, n° 2, 2001, pp. 157-211.

⁴⁰ A. Von Bogdandy, « Jus Constitutionale Commune en América Latina : Una mirada a un constitucionalismo transformador », *Revista Derecho del Estado*, Vol. 11, n° 34, 2015, p. 3.

⁴¹ L. E. Thayer Correa, « Descentralización y desarrollo regional en Chile : Una mirada desde la sociedad », *Polis*, Vol. 10, n° 30, 2011, pp. 267-287.

⁴² C. Jara, « Democratic legitimacy under strain ? Declining political support and mass demonstrations in Chile », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 97, 2014, pp. 25-50.

⁴³ S. Dominzain, « Derechos de ciudadanía y democracia directa en Uruguay de los 90 », *Andamios, Revista de Investigación Social*, Vol. 15, n° 37, 2018, pp. 237-262.

⁴⁴ D. Chasqueti, D. Buquet, « La democracia en Uruguay : Una partidocracia de consenso », *Política*, n° 42, 2004, pp. 221-247.

⁴⁵ D. Encinas, « Shields of democracy : Crises and competitive authoritarianism in Argentina and Peru », *Revista de Ciencia Política*, Vol. 36, n° 3, 2016, pp. 631-654.

⁴⁶ J. Bowen, S. Rose-Ackerman, « Partisan politics and executive accountability : Argentina in comparative perspective », *Supreme Court Economic Review*, n° 10, 2003, pp. 157-210.

⁴⁷ F. Machado, C. Scartascini, M. Tommasi, « Political institutions and street protests in Latin America », *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 55, n° 3, 2011, pp. 340-365.

⁴⁸ S. Mainwaring, M. Torcal, « Party system institutionalization and party system theory after the third wave of democratization », in R. S. Katz, W. Crotty (dir.), *Handbook of Party Politics*, Londres, Sage Publications, 2006, pp. 204-227.

⁴⁹ C. Zucco, « Legislative coalitions in presidential systems : The case of Uruguay », *Latin American Politics and Society*, Vol. 55, n° 1, 2013, pp. 96-118 ; D. Grassi, « Democracy and social welfare in Uruguay and Paraguay », *Latin American Politics and Society*, Vol. 56, n° 1, 2014, pp. 120-143.

⁵⁰ S. Mainwaring, T. R. Scully, *Building Democratic Institutions : Party Systems in Latin America*, op. cit.

⁵¹ J. P. Luna, D. Altman, « Uprooted but stable : Chilean parties and the concept of party system institutionalization », *Latin American Politics and Society*, Vol. 53, n° 2, 2011, pp. 1-28.

Les trois pays ont des systèmes électoraux très similaires, mais le vote n'est obligatoire qu'en Argentine et en Uruguay. Au Chili, la participation électorale des jeunes a considérablement chuté ces dernières années⁵². Concernant les dispositifs non conventionnels de participation politique, la société civile a contribué à la formulation d'importantes lois en Uruguay comme celles relatives à l'avortement, au mariage égalitaire et à la légalisation du cannabis⁵³. En Argentine, à partir de la crise de 2001, des mécanismes institutionnels favorisant la participation des organisations citoyennes ont été introduits dans la prise de décisions⁵⁴. Au Chili, cette tendance est moins forte que dans les deux autres pays⁵⁵. Il en va de même concernant le rôle et l'influence des syndicats⁵⁶. Un point commun entre les trois pays est l'augmentation des actions collectives dans la région depuis 2006⁵⁷.

Des entretiens avec les jeunes du cône Sud

Nous avons réalisé un travail de terrain du 2 juin au 2 octobre 2018 durant lequel nous avons interviewé de jeunes adultes de 18 à 29 ans dans les trois pays étudiés afin de mieux connaître leur culture politique respective. Cent six entretiens semi-directifs nous ont permis d'interroger leurs actes, leurs idées et leurs projets⁵⁸. Nous nous sommes particulièrement centrée sur des villes où de nombreuses actions politiques avaient été menées à partir de 2011 car il s'agissait d'interviewer des jeunes engagés dans des partis politiques, mais aussi dans d'autres dispositifs de participation politique et des jeunes non engagés politiquement. Au total, nous avons réalisé des entretiens dans cinq communes de Montevideo, à Durazno, dans six communes de Santiago, dans deux communes de la région de l'Araucanie, dans sept communes de Buenos Aires, à La plata, à San Miguel et à Rosario.

Le principal critère de sélection des interviewés était leur niveau d'engagement. Nous avons ainsi identifié deux groupes : les jeunes membres d'un parti politique d'une part, et les jeunes membres d'un mouvement social ou d'une organisation citoyenne avec un agenda politique d'autre part. Dans ce dernier figurent par exemple des jeunes membres de mouvements féministes, de mouvements en faveur ou contre l'avortement, d'organisations étudiantes,

⁵² G. Contreras, P. Navía, « Diferencias generacionales en la participación electoral en Chile, 1988-2010 », *Revista de Ciencia Política*, Vol. 33, n° 2, 2013, pp. 419-441.

⁵³ L. Rivera-Vélez, « La agenda de derechos en Uruguay. Del movimiento social a las políticas públicas en el gobierno de José Mujica », *Nuevo mundo mundos nuevos*, 2017 (<https://journals.openedition.org/nuevomundo/70657#quotation>).

⁵⁴ G. Pleyers, « Movimientos sociales en la década de 2010 », in *Movimientos sociales en el siglo XXI*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Clacso, 2018, pp. 25-44.

⁵⁵ L. G. Guerreiro, G. Hadad, J. Wahren, « Invisibilizaciones, (re)emergencias y resistencias territoriales : La lucha campesina e indígena en la Argentina contemporánea », in *Movimientos indígenas y autonomías en América Latina*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Clacso, 2018, pp. 165-206.

⁵⁶ F. Gutiérrez Crocco, « ¿ Sindicatos sin socios, pero representativos ? Ideologías de la representatividad sindical en Chile », *Revista Latinoamericana*, Vol. 15, n° 43, 2016, pp. 533-555.

⁵⁷ R. Cuevas, C. Villalobos, « Disposición de los Latinoamericanos hacia la protesta. Un análisis exploratorio a partir de Latinobarómetro 2015 », *Revista Chilena de Derecho y Ciencia Política*, Vol. 8, n° 2, 2017 (<https://portalrevistas.uct.cl/index.php/RDCP/article/view/1297>).

⁵⁸ J.-M. de Ketele, X. Roegiers, *Méthodologie du recueil d'informations*, Bruxelles-Paris, De Boeck, 1991.

environnementales ou encore de défense des droits des autochtones. Un troisième groupe était constitué de jeunes sans engagement politique particulier. Afin d'être le plus représentatif possible, d'autres critères de sélection ont été considérés comme le genre, le niveau socio-économique, l'âge et le territoire.

Tableau 16
Principales caractéristiques des jeunes interviewés
par niveau d'engagement

	Groupe 1 : Membres de partis politiques	Groupe 2 : Membre de mouvements sociaux et organisations	Groupe 3 : Sans engagement politique particulier	Total d'interviewés
Argentine	13	18	10	41
Chili	15	9	10	34
Uruguay	12	12	7	31
Hommes	25	12	13	50
Femmes	15	26	14	55
Autres	0	1	0	1
18-21 ans	5	5	5	15
22-25 ans	14	21	11	46
26-29 ans	21	13	11	45
Capitale	29	26	19	74
Départements	11	13	8	32
Niveau socio-économique élevé et moyennement élevé	24	21	19	64
Niveau socio-économique faible et moyennement faible	16	18	8	42
Total groupes	40	39	27	106
* Source : « Encuesta nacional de jóvenes 2014 », INDEC, Buenos Aires, 2015 ; « Informe IV encuesta nacional de adolescencia y juventud », INJU, Montevideo, Uruguay, 2018 ; « 9na encuesta nacional de juventud 2019 », INJUV, Santiago, Chili, 2019.				

Pour l'analyse des entretiens, nous les avons retranscrits dans leur langue originale (espagnol), codés et discutés. Nous avons choisi de les analyser thématiquement⁵⁹. Pour cela, nous avons identifié des significations basées sur la constante répétition qui forment des thèmes. Une fois les thèmes établis, notre travail analytique a consisté à combiner les codes dans des thèmes analytiques plus larges à partir du double critère d'homogénéité interne et d'hétérogénéité externe⁶⁰. Nous nous sommes intéressée en premier lieu à ce que nous appelons « le premier engagement », c'est-à-dire les motivations qui ont présidé aux premières actions politiques – celles-ci n'étant pas nécessairement les mêmes que celles qui justifient la poursuite de l'engagement politique⁶¹. En nous basant sur les travaux de Vincent Jacquet,

⁵⁹ P. Paillé, A. Mucchielli, *L'Analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, op. cit.

⁶⁰ V. Jacquet, « Explaining non-participation in deliberative mini-publics », *European Journal of Political Research*, Vol. 56, n° 3, 2017, pp. 640-659.

⁶¹ N. J. Newton, J. Pladevall-Guyer, R. Gonzalez, J. Smith, « Activity engagement and activity-related experiences : The role of personality », *Journals of Gerontology : Series B Psychological Sciences and Social Sciences*, Vol. 73, n° 8, 2018, pp. 1480-1490.

nous avons construit une fiche pour chaque jeune interviewé⁶². Ces fiches ont permis d'identifier certaines caractéristiques selon, entre autres, le pays d'origine, le niveau d'engagement et le fait de vivre ou non dans la capitale.

Pour les significations de la citoyenneté dans chaque pays, nous avons utilisé un outil de classification afin de réduire la complexité du concept⁶³. Nous avons construit une taxonomie (méthode inductive) plutôt qu'une typologie (davantage déductive)⁶⁴. Nous avons ainsi formé des groupes de jeunes selon certaines caractéristiques, puis nous les avons comparés dans une logique inductive⁶⁵. Notre objectif était d'enrichir la taxonomie des jeunes selon des sous-groupes d'individus à partir de leurs motivations à s'engager (ou non) politiquement.

Pourquoi les jeunes s'engagent-ils dans le cône Sud ?

Ces entretiens nous ont permis d'observer que les jeunes de la région définissent la participation politique et la citoyenneté en fonction de leur niveau d'engagement politique.

• Comment les jeunes du cône Sud conçoivent-ils la citoyenneté ?

Notre premier exercice a consisté à distinguer des groupes en fonction du sens que les jeunes confèrent aux normes citoyennes et de leur soutien à la démocratie. Quatre profils de jeunes ont ainsi pu être identifiés en Argentine, au Chili et en Uruguay.

Un premier groupe d'interviewés déclare qu'être citoyen implique d'être engagé au sein de sa communauté. Ce sentiment d'appartenance induit un sens des responsabilités à l'égard de cette communauté par le biais de l'engagement politique. Lorsque l'on évoque les normes citoyennes, ces jeunes en mentionnent trois principales : la participation, le respect de l'ordre social et la solidarité. Cet engagement peut être de différents ordres, mais pour 67 % d'entre eux, la principale obligation du citoyen est de voter. De même, 60 % déclarent qu'une des responsabilités du citoyen est d'être au service des autres, et 87 % que le respect des lois et des règles est un devoir citoyen. Les jeunes de ce groupe considèrent les lois comme une construction collective de la société. Les règles sont donc légitimes tant qu'elles émanent des citoyens. Ces jeunes estiment que les « erreurs » du système sont liées aux hommes et femmes politiques qui ne suivent pas les règles. Dans leur acception de la démocratie, un certain degré d'obéissance est nécessaire pour que le système fonctionne correctement.

Un deuxième groupe de jeunes estime que son rôle est d'améliorer ou de changer le système politique. Quatre-vingts pour cent des interviewés ont ainsi déclaré qu'il était de leur ressort de questionner les autorités et de dénoncer les injustices. Ils disent aussi que leur

⁶² V. Jacquet, *Délibérer ou ne pas délibérer ?*, Louvain, Université catholique de Louvain, 2017.

⁶³ K. D. Bailey, *Typologies and taxonomies. An Introduction to Classification Techniques*, Thousand Oaks, Sage Publications, 1994.

⁶⁴ R. Borgès Da Silva, « Taxonomie et typologie : comment rapprocher les cadres conceptuels des différentes écoles de pensée ? », *Santé publique*, Vol. 26, n° 1, 2014, p. 87.

⁶⁵ F. Parent, J. Jouquan, « Taxonomies et typologies : quelques clarifications complémentaires », *Santé publique*, Vol. 26, n° 2, 2014, pp. 227-228.

devoir est de convaincre d'autres personnes d'agir, car ils croient au changement collectif. En ce sens, ils ont un sentiment d'appartenance à leur communauté, mais différent du premier groupe. Ils se montrent beaucoup plus critiques quant aux limitations territoriales et culturelles que cela implique. Il est intéressant de constater que pour 56 % des jeunes de ce groupe, le sentiment de citoyenneté dépasse les frontières de leur pays (ils se disent souvent citoyens du monde ou latino-américains).

« – Que signifie pour toi être une citoyenne chilienne ?

– J'ai un complexe par rapport au terme citoyen parce que je considère que c'est un terme qui a une connotation très élitiste et donc je veux le transformer pour parler d'individu politique plutôt que de citoyen. Je préfère dire que je suis un individu politique qu'une citoyenne. Je suis un individu politique dans mon propre espace. Cet espace va aussi clairement au-delà du Chili. Je me sens évidemment plus proche de l'Amérique latine en raison d'une tradition historique, je ne sais pas si je me sens comme une citoyenne européenne ou un individu politique européen. Je me sens comme un individu politique avec des responsabilités politiques dans l'espace latino-américain, et pour moi cela implique une responsabilité. Cette responsabilité est aussi liée à mon idéologie, parce que moi aussi je me positionne dans la gauche révolutionnaire. Je crois à la revendication historique de toutes les luttes révolutionnaires qui ont eu lieu en Amérique latine. Je pense qu'aucune de ces luttes n'a été oubliée et je crois que beaucoup manquent aussi. Mais c'est parce que j'ai cette notion de l'importance de ces luttes dans mon esprit. C'est cela pour moi être citoyenne ou plutôt être un individu politique : la lutte pour mes droits et les droits des autres... »
(Interviewée 53, femme, 20 ans, leader du mouvement des étudiants universitaires).

Le troisième groupe de jeunes identifié se montre beaucoup plus critique à l'égard du système politique et du rôle de citoyen. Pour 74 % des interviewés de ce groupe, la citoyenneté découle du simple fait de vivre sur un même territoire. Ils n'ont pas de sentiment d'appartenance à leur communauté politique. Ils déclarent ne pas se retrouver dans les aspects culturels associés aux sociétés de leurs pays respectifs. Cinquante-huit pour cent affirment que leur rôle dans la société est de dénoncer les injustices, mais ils n'ont que peu d'espoir que les choses changent. Pour les 42 % restant, leur rôle de citoyen n'est pas politique, mais lié à leurs responsabilités individuelles (étudier, travailler, payer ses dettes, etc.). Cela explique leur manque d'engagement dans leur communauté. De même, 74 % des interviewés déclarent qu'ils suivent leur propre morale et sont totalement contre l'obéissance aux règles.

Enfin, le quatrième groupe identifié est composé de jeunes très fiers d'appartenir à leur pays, mais qui sont peu disposés à agir pour le bien commun. Soixante-dix-neuf pour cent des interviewés définissent la citoyenneté comme le fait de s'identifier à sa communauté ou d'être fier de sa culture. Les jeunes de ce groupe s'identifient à leur pays et se disent respectueux des lois établies. En ce qui concerne les devoirs citoyens, 93 % des interviewés disent qu'il est important de suivre les règles établies dans leur pays. En Uruguay et en Argentine en particulier, la plupart des interviewés déclarent que voter est un devoir citoyen, ce qui peut sembler contradictoire avec leur non-engagement politique. En revanche, il est intéressant de noter que tous font la différence entre s'engager au niveau « social » au sein de sa communauté et s'engager

au niveau politique. Selon eux, l'engagement dit « social » implique de reconnaître les autres personnes de la société et de les respecter, mais cela n'implique pas un engagement politique.

« – As-tu l'impression que tu as un rôle à jouer ?

– Continuer à travailler dans ce que je fais. Et bon, si je vois une famille dans la rue, appeler au 0800 pour le signaler et les assistantes sociales se rapprochent, ou je ne sais pas, l'Etat ou quelqu'un se mobilise. Ce type de participation je l'ai déjà fait et j'aime le faire, mais c'est au niveau social, pas politique. » (Interviewée 86, femme, 29 ans, sans engagement politique particulier, Buenos Aires)

• La légitimité du régime démocratique et des acteurs démocratiques

Pour un premier groupe de jeunes, la démocratie est le meilleur système politique pour leurs pays. Celle-ci est évaluée à l'aune de la liberté d'expression et de la participation à la prise de décision à travers le vote. Ils définissent donc la démocratie à partir de ces processus et de son principe d'universalité. Les jeunes peuvent se définir de gauche ou de droite, mais tous évoquent cette idée de défendre la démocratie. Une des caractéristiques principales des jeunes de ce groupe est qu'ils pensent que la démocratie est exercée et respectée dans leurs pays.

« – Que penses-tu de la démocratie comme idée ?

– C'est notre système et on doit le mettre en valeur et le respecter, car c'est le meilleur système de représentation de la citoyenneté à travers les représentants au sein du corps législatif. En Occident, la démocratie aujourd'hui est le meilleur système. C'est le meilleur système de représentation des citoyens. Il a été difficile à obtenir et a fait un long chemin pour arriver dans notre pays. En Amérique latine, nous avons une histoire très particulière de gouvernements autoritaires et démocratiques. C'est pour ça qu'il faut prendre soin de la démocratie, comme je l'ai déjà dit plusieurs fois. Je pense que cela doit être très clair pour nous, les jeunes. La démocratie, il faut la respecter et la défendre quand ce sera nécessaire.

– Et dirais-tu que l'Argentine est un pays démocratique ?

– Oui, totalement démocratique, surtout car il y a un respect des gens qui pensent différemment. Nous n'avons pas une chaîne à la télévision publique qui détruit tout le temps les opposants. Nous pouvons voir à la télévision publique des personnes qui sont contre le gouvernement et tout le monde a la possibilité de donner son opinion. A la chambre des députés, même si le gouvernement n'a pas la majorité, le gouvernement est arrivé à approuver plein de lois et la même chose au Sénat. Je pense que nous sommes dans un gouvernement très démocratique, très républicain, qui respecte ceux qui pensent différemment. » (Interviewé 92, homme, 22 ans, parti politique de centre droit, Rosario)

Le deuxième groupe de jeunes soutient lui aussi les valeurs démocratiques, mais se montre en revanche très critique envers le fonctionnement de la démocratie dans son pays. Il réfute l'idée que la bonne marche de la démocratie dépend du respect de l'ordre social. Les jeunes interviewés soutiennent que dans leurs pays, la démocratie est incomplète ou « tordue ». Le problème se situe selon eux dans le fonctionnement du système politique. Ils tendent à appréhender la démocratie sous l'angle du respect des droits de l'homme et des valeurs

relatives à l'égalité. Ainsi, ils soutiennent la démocratie, mais pour des raisons différentes de celles du premier groupe. Ils sont particulièrement critiques à l'égard des politiques publiques. Soixante-quinze pour cent des interviewés déclarent qu'un des principaux problèmes qu'ils observent dans la démocratie est l'application inégale des politiques publiques. La démocratie semble ne bénéficier qu'à une partie de la population.

Le troisième groupe de jeunes est très critique envers la démocratie, non seulement eu égard à son fonctionnement, mais aussi envers ses principes. La principale récrimination porte sur sa propension à engendrer des inégalités. Ces jeunes estiment que seuls les privilégiés en profitent vraiment, et que le principe d'égalité sur lequel elle repose est utopique. Pour eux, la règle de la majorité qui fonde la démocratie exclut d'une certaine manière les minorités. Quatre-vingt-quatre pour cent d'entre eux expriment des critiques envers le fonctionnement de la démocratie, mais elles sont moins spécifiques que dans le deuxième groupe et portent surtout sur les acteurs politiques. Ils disent ne pas se sentir représentés par les autorités et pensent qu'elles profitent de leur pouvoir.

« Ils sont loin, eux ils sont confortablement installés dans le luxe on va dire. Les politiciens ne se mêleraient jamais de la cuisine des gens simples. Ils ne savent même pas ce que c'est avoir faim, ne savent pas ce que c'est avoir froid. Ils ne savent pas ce que c'est de travailler et étudier, être mouillé quand il pleut ou avoir froid quand il fait froid. Ils ne savent rien, presque rien. Nous, nous savons qu'en sortant étudier nous aurons froid, nous aurons faim, car nous avons déjà faim et peur de nous faire voler. » (Interviewée 30, femme, 19 ans, sans engagement politique particulier, Montevideo)

Le quatrième groupe de jeunes n'exprime pas nécessairement son opposition au système politique, mais en est plutôt éloigné. La plupart estiment que la démocratie est le meilleur système politique, mais ne connaissent pas d'autres options ou n'ont pas réfléchi à la question. Ils sont indifférents à son application. La moitié d'entre eux pense que la démocratie ne fonctionne pas bien, et l'autre moitié déclare qu'elle fonctionne « correctement ». En revanche, tous disent être méfiants envers les autorités publiques. Les critiques des jeunes portent principalement sur la corruption et le clientélisme des autorités publiques. Ce n'est pas tant le régime qui pose problème que « la politique », et les reproches à cet égard sont assez peu spécifiques. Ils disent ne pas être intéressés par la politique qui est ennuyeuse à leurs yeux.

Notre analyse nous permet donc d'établir quatre profils de jeunes citoyens dans les trois pays du cône Sud :

- A. Les citoyens coopérateurs (trente interviewés) : ils se caractérisent principalement par un soutien diffus aux principes démocratiques et par un soutien spécifique au fonctionnement de la démocratie dans leur pays⁶⁶. Cela s'explique par le fait qu'ils comprennent la démocratie comme la possibilité d'exprimer leurs opinions et le respect des opinions différentes. Ils pensent que leur rôle de citoyens est de défendre la démocratie.

⁶⁶ D. Easton, « A re-assessment of the concept of political support », art. cité.

- B. Les citoyens critiques (quarante-trois interviewés) : ils se caractérisent principalement par leur engagement envers les valeurs démocratiques, surtout celles relatives à l'égalité et à la justice. En revanche, ils critiquent la façon dont la démocratie est mise en œuvre dans leur pays. Ils critiquent surtout les politiques publiques qui creusent les inégalités et pensent que leur rôle de citoyens est de les questionner voire de les dénoncer.
- C. Les citoyens sceptiques antisystèmes (dix-neuf interviewés) : ils doutent que la démocratie soit le meilleur système politique pour leur pays. Ils estiment que ce régime ne pourra jamais être mis en place et qu'il nuit aux minorités. Ils ne légitiment pas leur communauté politique et surtout, ils n'ont pas le sentiment d'y appartenir. Cela explique leur rejet de la politique en général.
- D. Les citoyens sceptiques aliénés (quatorze interviewés) : ils témoignent d'une certaine indifférence à la démocratie comme ensemble de valeurs et comme régime politique pour leur pays. Ils critiquent la politique en général, et surtout le fossé qui sépare les représentants et partis politiques des citoyens. Ils pensent que participer politiquement ne change pas les choses et surtout que le changement procède des individus et non du gouvernement.

• Significations de la citoyenneté et engagement politique

Notre analyse comparative des groupes des jeunes nous a permis d'établir des profils citoyens selon leur niveau d'engagement. Cependant, nous avons aussi identifié des profils différents dans chaque groupe de niveau d'engagement politique. Certains de nos résultats liés à l'engagement dans des dispositifs conventionnels de participation sont assez surprenants.

Selon la littérature, les citoyens qui sont les plus enclins à suivre les règles (coopérateurs) ont plus tendance à s'engager dans des partis politiques, à la différence des citoyens plus critiques⁶⁷. Or nous observons dans notre étude que parmi les quarante membres de partis politiques que nous avons interviewés, vingt-six ont été catégorisés comme citoyens coopérateurs, treize comme citoyens critiques et un comme citoyen sceptique antisystème. Les entretiens nous montrent que l'apparition de nouveaux partis politiques peut aussi attirer des citoyens critiques. Dans ces nouveaux partis politiques, ces derniers trouvent un espace politique de participation sans avoir à s'engager dans un parti « traditionnel ». En effet, la plupart des citoyens interviewés classés comme critiques se trouvent au Chili (sept interviewés) et en Argentine (cinq interviewés), où de nouveaux partis politiques sont apparus récemment. Leurs motivations pour s'engager dans un parti politique sont différentes de celles des citoyens coopérateurs. Ils souhaitent changer le fonctionnement du régime politique et lutter contre les injustices de toutes sortes. En ce sens, pour ces citoyens, l'engagement dans un parti politique est un moyen de changer les choses.

Une autre différence avec la littérature, qui considère que les jeunes les plus engagés dans l'acte de voter sont les citoyens coopérateurs⁶⁸, est que pour les jeunes que nous avons classés comme citoyens sceptiques aliénés, l'acte de voter est encore plus important que pour les jeunes des autres groupes dans le cas de l'Argentine et de l'Uruguay où le vote est obligatoire.

⁶⁷ R. J. Dalton, *The Good Citizen...*, *op. cit.*

⁶⁸ R. Gunther, J. R. Montero, H.-J. Puhle, *Democracy, Intermediation, and Voting on Four Continents*, *op. cit.*

Cela contraste avec les citoyens sceptiques antisystèmes qui ont plus souvent tendance à ne pas voter, même si cela implique de payer une amende dans ces deux pays. Même s'ils sont indifférents au résultat de l'élection, les citoyens sceptiques aliénés mentionnent que le vote est important parce qu'il s'agit d'une obligation légale et craignent beaucoup plus les sanctions que les autres jeunes interviewés. Cela ne témoigne pas d'un quelconque engagement politique ; en général ils disent voter nul ou pour « le moins mauvais ». Au Chili, où le vote n'est pas obligatoire, les jeunes de ce groupe sont ceux qui votent le moins. Au Chili, les citoyens sceptiques aliénés sont aussi différents des jeunes que nous avons classés comme citoyens sceptiques antisystèmes qui cherchent à exprimer leur mécontentement à travers le vote (ils ont plus tendance à voter que dans les pays où le vote est obligatoire).

Tableau 17
Principales motivations à l'engagement dans des dispositifs conventionnels de participation politique (vote et parti politique), selon les profils citoyens

	Motivations à l'engagement envers le vote	Raisons de ne plus voter	Motivations à l'engagement dans un parti politique	Raisons de ne pas s'engager dans un parti politique
Citoyens coopérateurs	Identification partisane	-	Suivre la tradition familiale Invité par quelqu'un	-
Citoyens critiques (surtout dans de nouveaux partis politiques)	C'est un droit	Pas très efficace pour changer les choses	Motivé par les injustices Invité par quelqu'un	Ne pas se sentir représenté
Citoyens sceptiques antisystèmes	Exprimer son mécontentement	Ne change pas les choses	-	Ne change pas les choses
Citoyens sceptiques aliénés	C'est obligatoire	Ne change pas les choses	-	Ne change pas les choses

Parmi les trente-neuf jeunes engagés dans des dispositifs non conventionnels de participation politique, vingt-sept ont été classés comme des citoyens critiques, huit comme des citoyens sceptiques antisystèmes et trois comme des citoyens coopérateurs. Ainsi, la plupart des citoyens critiques s'engagent dans des dispositifs non conventionnels de participation politique, ce qui concorde avec les conclusions de la littérature scientifique sur le sujet⁶⁹. Cependant, nous avons observé que les jeunes interviewés classés comme citoyens sceptiques antisystèmes peuvent aussi s'engager dans des dispositifs non conventionnels de participation politique, même s'ils ont perdu tout espoir de changement du système politique. Selon Stefani Passini et Davide Morselli⁷⁰, parmi les actions non conventionnelles, on peut observer des formes de participation pro sociales et antisociales. Les dispositifs pro sociaux cherchent à améliorer la société alors que les actions antisociales renvoient plutôt à des intérêts personnels et destructeurs. Nous pouvons donc imaginer des citoyens critiques engagés dans des dispositifs pro sociaux de participation politique et des citoyens sceptiques antisystèmes plutôt engagés dans des dispositifs antisociaux.

⁶⁹ R. J. Dalton, *The Good Citizen...*, *op. cit.*

⁷⁰ S. Passini, D. Morselli, « In the name of democracy : Disobedience and valueoriented citizenship », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, Vol. 21, n° 3, 2011, pp. 255-267.

Tableau 18
Principales motivations à l'engagement dans des dispositifs non conventionnels de participation politique, selon les profils citoyens

	Motivations à l'engagement dans des dispositifs non conventionnels de participation politique	Raisons de ne pas s'engager dans des dispositifs non conventionnels de participation politique
Citoyens coopérateurs	Un sujet d'intérêt Suivre la tradition familiale	Ne pas se sentir représenté
Citoyens critiques (participation et action collective)	Lutter contre les injustices et provoquer un changement	-
Citoyens sceptiques antisystèmes (participation individuelle)	Montrer son mécontentement	Rejet du politique Difficulté du consensus politique
Citoyens sceptiques aliénés	-	Désintérêt de la politique Difficulté du consensus politique

Quelques conclusions sur l'engagement politique

La recherche sur l'engagement des jeunes dans différents dispositifs de participation politique prend de l'ampleur. Dans cette étude, nous avons observé que les jeunes font la différence entre l'engagement dans un parti politique et à travers le vote, et l'engagement dans d'autres dispositifs de participation politique. Nous avons construit une taxonomie à partir des profils de jeunes selon leur manière de concevoir la citoyenneté. Les jeunes ont ainsi été classés dans l'un des groupes sur la base de leur soutien (ou non) à la démocratie, de la légitimité de leur communauté politique et du régime politique, et de leurs perceptions des valeurs et normes citoyennes⁷¹. Nous avons retrouvé des récits communs à chacun de ces profils dans les trois pays du cône Sud. En définitive, nous avons constaté une différence notable entre les groupes de jeunes quant à leur manière d'appréhender la démocratie et la citoyenneté.

Les entretiens avec des jeunes de la région nous ont montré que les citoyens coopérateurs définissent la participation politique comme un engagement envers leur communauté et la démocratie, ce qui rejoint les conclusions de la littérature⁷². Leur engagement dans un parti politique repose sur une construction symbolique de leur responsabilité envers leur communauté. Les citoyens critiques ont davantage tendance à s'engager dans des dispositifs non conventionnels de participation politique, ce qui a aussi été relevé par la littérature⁷³. Ces jeunes s'engagent politiquement, car ils veulent dénoncer les injustices et améliorer le respect des valeurs démocratiques. Cependant, dans certains cas, les citoyens critiques s'engagent activement dans un parti politique, surtout quand ce dernier est critique envers le fonctionnement du régime politique. En définitive, les jeunes les moins engagés politiquement sont ceux qui

⁷¹ R. J. Dalton, *The Good Citizen...*, op. cit. ; M. Pina e Cunha, A. Rego, S. R. Clegg, « Obedience and evil : From Milgram and Kampuchea to normal organizations », *Journal of Business Ethics*, Vol. 97, n° 2, 2010, pp. 291-309 ; P. Norris, *Critical Citizens*, op. cit.

⁷² J. Sandoval, V. Carvallo, « Discursos sobre política y democracia de estudiantes universitarios chilenos de distintas organizaciones juveniles », *Revista Espanola de Ciencia Politica*, n° 43, 2017, pp. 137-160.

⁷³ P. Norris, *Critical Citizens*, op. cit. ; R. J. Dalton, *The Good Citizen...*, op. cit.

ont des significations sceptiques de la citoyenneté, ce qui est aussi cohérent avec la littérature⁷⁴. Toutefois, nous pouvons identifier au moins deux types de citoyens sceptiques différents dans la région. Dans certains cas, les citoyens sceptiques antisystèmes peuvent s'engager dans des dispositifs de participation politique non conventionnels et les sceptiques aliénés ont tendance à toujours voter quand le vote est obligatoire.

Cette étude a plusieurs implications pratiques et mériterait d'être approfondie. Tout d'abord, nous n'avons pris en compte que des facteurs cognitivo-affectifs, alors que d'autres facteurs contextuels et institutionnels doivent aussi être considérés pour compléter l'analyse. Dans nos entretiens, nous avons aussi observé que les agents de socialisation (la famille, les pairs, les institutions éducatives, les organisations de volontariat et les médias)⁷⁵ tiennent aussi un rôle important dans la motivation à l'engagement politique des jeunes de la région. La socialisation politique et les significations de la citoyenneté sont deux facteurs qui semblent être liés. De même, si l'on peut observer les quatre profils dans les trois pays du cône Sud, les proportions ne sont pas les mêmes. Une nouvelle étude sur les spécificités institutionnelles de chaque pays permettrait peut-être d'expliquer ce constat. En définitive, cette étude invite aussi à approfondir la question du non-engagement des jeunes, car cette catégorie de citoyens sceptiques est plus complexe à appréhender que ce que la littérature pouvait laisser penser jusqu'à présent.

⁷⁴ R. Gunther, J. R. Montero, H. J. Puhle (dir.), *Democracy, Intermediation, and Voting on Four Continents*, op. cit.

⁷⁵ E. Quintelier, « Engaging adolescents in politics », *Youth & Society*, Vol. 47, n° 1, 2015, pp. 51-69.

Pour citer ce chapitre : Camila Carvallo, « Pourquoi les jeunes s'engagent-ils politiquement ? Une analyse comparative en Argentine, au Chili et en Uruguay », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2021/Les Études du CERI*, n° 259-260, janvier 2022 [en ligne : <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.259-260>].